

# La variété des entreprises sociales et inclusives dans les pays de l'ACP et leur accès au financement

ICR rapport de la série Finance innovante

## Résumé

Le but de ce rapport est d'explorer les formes que prennent les entreprises sociales et inclusives dans les pays de l'ACP, ainsi que de présenter les barrières auxquelles elles font face dans leur recherche de financement. Parce qu'elles placent l'impact social au centre de leur pratique, ces entreprises se différencient des entreprises qui font passer le profit avant tout. Cette différence peut donner lieu à des difficultés, notamment en termes d'accès au financement, qui doivent être reconnues. La variété des formes que prennent les entreprises sociales et inclusives doit aussi être prise en compte lorsque nous considérons ces difficultés.

Ce rapport identifie tout d'abord cinq types de différences qui distinguent les entreprises sociales et inclusives les unes des autres. Par la suite, il présente les barrières auxquelles elles font face, en distinguant les difficultés propres à ce type d'entreprise de celles qui sont aussi partagées par les PME. Chaque difficulté est aussi présentée en rapport aux différents modèles d'entreprises sociales, sur la base de leur forme juridique, gouvernance ou autre caractéristique.

Le rapport se termine par un certain nombre de recommandations qui ont pour but de renforcer la position des entreprises sociales et inclusives, et décrit comment la Facilité ICR peut apporter son soutien dans la mise en place de ces mesures. Ce rapport prend le parti des entreprises sociales et inclusives. Un prochain rapport explorera les difficultés

rencontrées par les investisseurs lorsqu'ils décident ou tentent d'investir dans les entreprises sociales et inclusives.

## Conclusions

- Les entreprises sociales sont des entreprises (social entreprises) dont le but principal est de générer un impact social positif. La plupart du temps, ces entreprises sont tenues de respecter certaines règles qui assurent le maintien de leur engagement social sur le long terme. Les entreprises inclusives (inclusive businesses) sont similaires à la différence près qu'elles se concentrent plus sur l'inclusion de certains membres de la société dans leur chaîne de valeur (en tant qu'employés, fournisseurs ou autre) que sur leur impact social per se.
- Les entreprises à but social ont des besoins différents des entreprises à but lucratif. Étant donné la diversité de leurs formes, ces entreprises ont aussi des besoins différents les unes des autres. Leur mission sociale donne lieu à des difficultés particulières, qui sont parfois renforcées par d'autres facteurs qui ne sont pas en lien avec cette mission. Une de ces difficultés est l'accès au financement.
- Les cinq types de différences qui distinguent les entreprises sociales et inclusives les unes des autres et nous aide à comprendre les difficultés auxquelles elles font face : (1) formes juridiques et gouvernance ; (2) alignement entre mission et revenu ; (3) taille, maturité et croissance ; (4) impact et communautés servies ; (5) leadership.

## Contenu

<b>Contexte</b>	<b>4</b>
<b>Entreprises sociales et inclusives</b>	<b>5</b>
Entreprises sociales	5
Entreprises inclusives	5
Les cinq types de différences qui distinguent les entreprises sociales et inclusives les unes des autres	5
1. Formes juridiques et gouvernance	6
2. Alignement entre modèle de revenus et mission sociale	7
3. Taille, maturité et croissance	8
4. Impact et communautés cibles	9
5. Leadership	9
<b>Les barrières à l'accès au financement</b>	<b>10</b>
<b>Recommandations</b>	<b>12</b>
Recommandations et comment la Facilité ICR peut vous aider	12
Recommandation 1 – étendre le corpus de données et d'études	13
Recommandation 2 – offrir une reconnaissance formelle et des avantages	13
Recommandation 3 – soutenir le développement des compétences	13
Recommandation 4 – devenir client	14
<b>Conclusions</b>	<b>14</b>

# La variété des entreprises sociales et inclusives dans les pays de l'ACP et leur accès au financement

## Contexte

Ce rapport présente cinq types de différences qui distinguent les entreprises sociales et inclusives les unes des autres dans les pays de l'ACP. Cette variété reflète les difficultés et opportunités propres aux contextes sociaux et politiques de la région. Des petites organisations communautaires aux grandes entreprises en pleine croissance, en passant par les fournisseurs d'énergie renouvelable ou de services de santé, les entreprises sociales et inclusives se présentent sous des formes très variées – et leurs besoins varient selon ces différences. Le domaine de l'accès au financement, le sujet principal de ce rapport, est un des besoins principaux des entreprises sociales et inclusives, et un domaine dans lequel leurs différences comptent. Pour cette raison, il est nécessaire de reconnaître ces différences et de les mettre au centre des solutions qui permettront de diriger le capital nécessaire vers les entreprises sociales et inclusives. Dans les pages suivantes, nous explorons ces différences et mettons en lumière leur impact sur les besoins des entreprises lorsque celles-ci cherchent à obtenir du financement.

Les entreprises sociales sont des entreprises (social entreprises) dont le but principal est de générer un impact social positif. La plupart du temps, ces entreprises sont tenues de respecter certaines règles qui assurent le maintien de leur engagement social sur le long terme. Les entreprises inclusives (inclusive businesses) sont similaires à la différence près qu'elles se concentrent d'avantage sur l'inclusion de certains membres de la société dans leur chaîne de valeur (en tant qu'employés, fournisseurs ou autre) que sur leur impact social per se.<sup>1</sup>

Comme toutes entreprises commerciales, le développement de ces organisations et la réalisation de leur potentiel sont influencés par des facteurs externes tels que l'environnement politique, le cadre juridique et l'accès au financement. Mais les entreprises sociales et inclusives, de par leur engagement social, rencontrent des difficultés supplémentaires. Par exemple, des restrictions sur la distribution de profits (aux actionnaires ou aux créanciers) et une croissance plus lente créent un besoin de capital patient ou de prêts à taux d'intérêt bas. Dans certains cas, le fait que beaucoup de ces entreprises se concentrent sur les besoins des populations les moins privilégiées, souvent dans des zones rurales, les privent d'accès aux investisseurs présents dans les zones urbaines. De plus, la grande variété des formes d'entreprises sociales complique encore plus la tâche des décideurs politiques, des investisseurs ou des institutions qui travaillent à créer un environnement favorable à leur développement.

Le besoin de créer une économie plus inclusive, respectueuse de l'environnement et des populations attire un soutien grandissant au niveau international. Ce besoin s'est fait ressentir de manière encore plus aiguë en période de reprise économique post-covid.

Dans ce contexte, les entreprises sociales et inclusives doivent faire l'objet d'une attention particulière pour leur permettre de se développer. L'accès au financement est souvent un facteur décisif dans la survie de ces entreprises.

Ce rapport formule un certain nombre de recommandations qui ont pour but de faciliter l'accès à un financement approprié. Il est destiné aux décideurs politiques, acteurs gouvernementaux, investisseurs et autres institutions qui ont le pouvoir d'influencer des réformes dans le milieu des affaires et des investissements. Alors que ce rapport prend le parti des entreprises sociales et inclusives et se concentre sur la demande de financement de la part de ces dernières, un prochain rapport explorera les difficultés rencontrées par les investisseurs lorsqu'ils décident ou tentent d'investir dans les entreprises sociales et inclusives, et formulera des recommandations en consultation avec les institutions financières. Ces deux rapports font partie d'une série de recherches (Knowledge Products) initiées par la Facilité ICR sur le thème des solutions financières innovantes. D'autres rapports ICR explorent le Crowdfunding, Prêts d'honneurs and Start Up Acts.<sup>2</sup>

### Ce rapport est composé de trois sections :

1. **Comment définir les entreprises sociales et inclusives ?**
2. **Quelles sont les différentes formes d'entreprises sociales et inclusives à travers les pays de l'ACP et quelles difficultés sont associées avec chaque modèle en termes d'accès au financement ?**
3. **Quelles approches politiques ou juridiques pourraient aider ces entreprises dans leurs efforts pour offrir des solutions durables aux problèmes sociaux, économiques et environnementaux ?**

1 Dans ce sens, elles sont quelque peu plus orientées vers le profit.

2 Pour plus d'information sur la Facilité ICR et pour accéder au Knowledge Hub: <https://www.icr-facility.eu/>

Pour décrire le niveau d'intérêt d'une entreprise pour, d'un côté, le profit, et, de l'autre, une mission sociale, nous pouvons utiliser une échelle.<sup>3</sup> A un extrême se trouvent les organisations qui sont uniquement dédiées à la création d'impact social et qui dépendent uniquement de dons pour financer leur travail. A l'autre extrême, nous trouvons les entreprises dont le seul but est de maximiser leurs profits et pour lesquels l'impact social n'est pris en considération que quand il affecte ces derniers. Entre ces deux extrêmes se trouvent un nombre grandissant d'entreprises sociales qui ont pour but de générer un impact social positif, soit à travers la pratique d'une activité commerciale<sup>4</sup> ou en mettant en place de nouveaux modèles de revenus à cet effet. Entre ces deux extrêmes se trouvent un nombre grandissant d'entreprises sociales qui ont pour but de générer un impact social positif, soit à travers la pratique d'une activité commerciale ou en mettant en place de nouveaux modèles de revenus à cet effet. Entreprises sociales, B corps, coopératives ou entreprises inclusives sont quelques-uns des termes utilisés pour décrire ces organisations.

Il y a parfois des différences significatives entre ces modèles d'entreprises à but social. Certaines d'entre elles sont plus orientées vers le profit (entreprises inclusives ou sociales) ou leur mission sociale (entreprises sociales), et d'autres encore ont reçu une certification qui leur donne accès à certains privilèges (B corps). Mais il y a aussi beaucoup de ressemblance entre elles, comme l'ont indiqué des représentants de B corps et d'entreprises sociales et inclusives lors de l'événement organisé par ICR sur le sujet.<sup>5</sup> Souvent, l'appellation choisie reflète le contexte local et les préférences des acteurs politiques et financiers. Comme nous le verrons dans ce rapport, il est plus utile de se concentrer sur les différences concrètes entre entreprises à but social pour mieux les comprendre.

Dans ce rapport, nous utilisons deux termes communément utilisés pour démontrer comment l'orientation sociale d'une entreprise peut poser des difficultés dans l'accès au financement, mais aussi comment ces difficultés peuvent différer d'une organisation à l'autre.

### Entreprises sociales

Les entreprises sociales sont souvent définies<sup>6</sup> comme des entreprises commerciales dont le but principal est de produire un impact social positif pour les communautés qu'elles servent, au lieu de maximiser leurs profits au bénéfice de leurs actionnaires ou propriétaires. La définition donnée par l'Union Européenne<sup>7</sup> est la suivante: «Une entreprise sociale est un acteur de l'économie sociale dont le but principal est de générer un impact social positif au lieu de maximiser ses profits au bénéfice de leurs actionnaires

ou propriétaires. Elle fournit des services ou produit de manière entrepreneuriale et innovante, et utilise ses profits pour accomplir sa mission sociale. Une entreprise sociale est dirigée de manière responsable et prend en compte les intérêts et opinions de ses employés, consommateurs et autres personnes affectées par ses activités commerciales». Ainsi, un rapport préparé pour la Asian Development Bank utilise les deux éléments suivants pour différencier une entreprise sociale d'autres entreprises : (i) une mission sociale ou environnementale ; (ii) la manière dont les profits sont utilisés.<sup>8</sup> Parfois, les entreprises sociales peuvent être formellement enregistrées comme telles, par exemple en tant qu'« entreprise inclusive d'utilité sociale»<sup>9</sup> en France, mais ces statuts sont rarement disponibles dans les pays de l'ACP.

### Entreprises inclusives

Le G20 définit les entreprises inclusives comme « entreprises fournissant des biens, services et opportunités d'emploi à des populations désavantagées, tout en étant commercialement viable, les incluant ainsi dans la chaîne de valeur en tant qu'employés, distributeurs, fournisseurs ou consommateurs ».<sup>10</sup> Il est aussi attendu des entreprises inclusives qu'elles mettent en pratique le développement durable dans toutes ses dimensions – sociale, environnementale et économique. Selon SNV, l'agence de développement néerlandaise et partenaire de la Facilité ICR, la raison d'être des entreprises inclusives provient des besoins des populations désavantagées ("bottom of the pyramid") qui ont un pouvoir d'achat de 8 USD par jour ou moins. Le « Inclusive Business Action Network (iBAN) », co-fondé par le Ministère allemand pour la Coopération économique et l'Union Européenne et mis en place par GLZ, un autre partenaire de la Facilité ICR, est un acteur essentiel dans la campagne pour un cadre politique et juridique cohérent pour les entreprises inclusives.<sup>11</sup>

Les termes entreprises sociales et inclusives font partie d'une série de concepts utilisés pour décrire des modèles d'entreprises qui combinent mission sociale et viabilité commerciale. Leur engagement auprès des communautés défavorisées et les restrictions qui leur sont imposées en matière de gestion des profits impliquent des besoins qui diffèrent des entreprises à but lucratif. Mais il y a aussi des différences significatives entre ces entreprises sociales et inclusives, que nous explorons dans les deux sections suivantes.

### Les cinq types de différences qui distinguent les entreprises sociales et inclusives les unes des autres

Étant donné la diversité des entreprises sociales et inclusives, nous avons identifié cinq types de différences principales et leur association avec des difficultés particulière en termes d'accès

3 <https://knowledge.insead.edu/blog/insead-blog/the-force-for-good-spectrum-using-business-as-a-tool-13321>

4 'Le terme „activité commerciale“ est compris comme la production de biens et services

5 <https://register.gotowebinar.com/recording/942818436985769739>

6 <https://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=952&intPageId=2914&langId=en>

7 [https://ec.europa.eu/growth/sectors/social-economy/entreprises\\_en](https://ec.europa.eu/growth/sectors/social-economy/entreprises_en)

8 <https://www.adb.org/sites/default/files/project-documents/46240/46240-001-tacr-en.pdf>

9 <https://www.lafinancepourtous.com/decryptages/finance-et-societe/finance-durable/finance-inclusive/quest-ce-quune-entreprise-inclusive/#:~:text=L'agr%C3%A9ment%20%C2%AB%20d'entreprise.est%20d%C3%A9livr%C3%A9%20par%20l%C3%89tat.>

10 <https://www.inclusivebusiness.net/IB-Universe/what-is-inclusive-business>

11 <https://www.inclusivebusiness.net/about/iban>

au financement. Ces dimensions nous aident à comprendre la diversité de ces organisations, mais aussi leurs besoins spécifiques. L'image 1 fournit un aperçu de ces dimensions.



Image 1: Cinq dimensions pour décrire les entreprises sociales et inclusives

Dans certains cas, la recherche d'une utilité sociale ne présente pas de difficultés particulières. Dans d'autres, elle exacerbe certains problèmes qui sont communs à tous les types d'entreprises. Dans d'autres cas encore, elle donne lieu à des difficultés uniques pour les entreprises sociales et inclusives. Ces difficultés sont présentées plus en détails dans la suite de ce rapport.

## 1. Formes juridiques et gouvernance

La plupart des pays de l'ACP ne fournissent pas de cadre juridique ou politique pour les entreprises sociales et inclusives. Il est parfois possible pour les entreprises sociales et inclusives de s'enregistrer en tant que coopérative, par exemple, mais cela n'est pas nécessairement adapté à leurs besoins. Le résultat est que les entreprises sociales et inclusives se présentent sous une grande variété de formes légales et juridiques.

Dans un rapport du British Council daté de 2020, 81% des entreprises sociales au Soudan étaient enregistrées en tant que « compagnie privée » (25%), « organisation non-gouvernementale » (30%)<sup>12</sup> ou « association » (26%). D'autres recherches par le British Council (2017) indiquent que 23 % des entreprises sociales au Kenya sont enregistrées en tant que « sociétés à responsabilités limitées », 20 % en tant qu'entreprise unipersonnelle, et 15% en tant qu'organisations à but non-lucratif.<sup>13</sup> En Jamaïque, 21 % sont enregistrées en tant qu'« organisation de biens publics », 15% en tant que sociétés à responsabilités limitées et 9% en tant qu'organisations charitables<sup>14</sup>, alors que 33% sont enregistrées comme « autre ». Cette diversité des formes légales suggère qu'il n'y a pas d'option idéale.

Adopter une forme juridique qui n'est pas adaptée à leurs besoins peut engendrer des difficultés aux entreprises sociales et inclusives lorsqu'elles tentent d'accéder au financement. D'un côté, certaines entreprises sociales adoptent des formes juridiques destinées aux organisations à but non-lucratif, ce qui a pour effet de limiter leur activité commerciale et les types de fonds auxquels elles peuvent avoir accès. Par exemple, ces organisations ne sont généralement pas autorisées à émettre des actions, ce qui les prive d'attirer du capital à risque sous cette forme (equity investment en anglais). Il peut aussi être difficile pour certaines entreprises de prendre des prêts si ceux-ci doivent être garantis par des membres de leur conseil d'administration (qui sont souvent bénévoles). Les coopératives peuvent émettre des parts de leur entreprises, mais sous la forme d'une part, un membre et un vote, ce qui peut être problématique pour des investisseurs cherchant à obtenir un certain contrôle sur l'entreprise.

De l'autre côté, certaines entreprises sociales et beaucoup d'entreprises inclusives sont enregistrées en tant qu'entreprises privées à responsabilité limitée, ce qui leur apporte plus de flexibilité dans la gestion de leurs profits et un cadre juridique moins contraignant. Cependant, ces entreprises peuvent être soumises à des taxes et impôts plus élevés et ne sont parfois pas autorisées à recevoir des donations. Cette situation est moins problématique pour les entreprises inclusives que pour les entreprises sociales, dans la mesure où ces dernières dépendent souvent de donations pour compléter leurs revenus commerciaux.<sup>15</sup> Pour communiquer leur orientation sociale, ces entreprises privées peuvent inscrire leur mission dans leur chartre ou articles d'associations – souvent en relation avec des Objectifs de Développement Durables spécifiques – faire mention de leur mission dans les communications externes, ou obtenir des certifications internationales telles que BCorps.<sup>16</sup>

Il y a d'autres options de formes légales dans les pays de l'ACP qui offrent plus de flexibilité aux entreprises souhaitant combiner viabilité commerciale et impact social. Community Based

12 Les termes utilisés et la choix de formes juridiques varient d'un pays à l'autre. Dans ce rapport, nous voulons souligner que presque tous les pays ont au moins une option de forme juridique pour une organisation à but non lucratif. Normalement, cette forme implique des limitations en termes de gestion des profits.

13 [https://www.britishcouncil.org/sites/default/files/state\\_of\\_social\\_enterprise\\_in\\_kenya\\_british\\_council\\_final.pdf](https://www.britishcouncil.org/sites/default/files/state_of_social_enterprise_in_kenya_british_council_final.pdf)

14 [https://www.britishcouncil.org/sites/default/files/bc\\_social\\_enterprise\\_jamaica\\_web.pdf](https://www.britishcouncil.org/sites/default/files/bc_social_enterprise_jamaica_web.pdf)

15 <https://www.adb.org/sites/default/files/project-documents/46240/46240-001-tacr-en.pdf>

16 La certification dite « B Corp » (aussi connue comme certification « B Corporation » ou label « B Lab ») est une certification octroyée aux sociétés commerciales (à but lucratif) répondant à des exigences sociétales et environnementales, de gouvernance ainsi que de transparence envers le public. Le mouvement B Corps est né en Afrique de l'Est en Janvier 2017 and compte 45 B Corps certifié sur le continent, et 3500 dans le monde - <https://bcorporation.net/about-b-corps>

Organisations (CBOs) – organisations communautaires – sont souvent plus faciles à enregistrer et attire moins de méfiance de la part des gouvernements que les formes d'organisations non-gouvernementales).<sup>17</sup> Certaines associations telles que le Rotary Club<sup>18</sup> – qui est présents à travers les pays de l'ACP – et les associations religieuses (p.ex. Scripture Union of Nigeria) sont d'autres exemples d'options pour enregistrer une entreprise à but social. Un rapport de la Banque Mondiale sur l'économie sociale et inclusive note en effet que la collaboration avec des organisations religieuses fournit un des rares cadres juridiques pour les entreprises sociales. Les organisations religieuses sont reconnues par les gouvernements pour leur capacité à fournir des services essentiels que le secteur privé ne fournit pas.<sup>19</sup>

La forme de coopérative<sup>20</sup> représente une autre option de forme juridique pour les entreprises sociales et inclusives. En Sierra Leone<sup>21</sup>, par exemple, plus de 1000 coopératives sont enregistrées auprès du Département des Coopératives. Certaines communautés du nord du Nigéria ont mis en place, dans les années cinquante, une loi sur les coopératives qui permet à ces dernières d'être enregistrées en tant qu'entreprises à but lucratif ou non lucratif, mais aussi de distribuer les profits à leurs membres (ce que d'autres types de sociétés ne peuvent pas faire).<sup>22</sup> Au Ghana et en Côte d'Ivoire, 15% des producteurs de cacao font partie de coopératives Fairtrade.<sup>23</sup> Les membres des coopératives partagent l'accès au savoir-faire technique et bénéficie d'économies d'échelle qui réduisent le coût de production.

La forme juridique des organisations communautaires (CBO) et coopératives est utile mais elle implique des obligations (telles que la concentration sur l'économie locale ou la répartition des profits) qui ne sont pas toujours compatibles avec le fonctionnement de certaines entreprises sociales. La conclusion qui s'impose ici est qu'aucun pays ne propose une forme juridique qui convienne à tous les modèles d'entreprises sociales et inclusives. Dans l'absence de cette forme juridique idéale, les entreprises se retrouvent dans l'impossibilité d'accéder à certains types de capitaux.



## 2. Alignement entre modèle de revenus et mission sociale

Certaines entreprises sociales, et la plupart des entreprises inclusives, parviennent à générer un impact social positif

à travers la pratique de leurs activités commerciales. Les entreprises inclusives se définissent par l'inclusion de populations défavorisées – en tant que consommateurs, fournisseurs ou employés – dans une entreprise commerciale viable, et bénéficient donc d'un alignement évident entre modèle de revenus et mission sociale. Néanmoins, certaines entreprises sociales doivent trouver des moyens de générer des revenus lorsque leurs activités à but social ne sont pas profitables. Ces modèles, parfois complexes, où impact et profits sont liés, tout comme la dépendance aux donations ou subventions, peuvent rendre l'accès aux investissements encore plus compliqué pour les entreprises sociales et inclusives.

Les entreprises sociales dites « de travail intégré » offrent un modèle intéressant où revenus et mission sociale sont alignés. Ces entreprises s'engagent à offrir des opportunités d'emplois à ceux qui auraient autrement peu de chance de trouver un emploi.<sup>24</sup> Dans l'idéal, l'impact social (le fait que des individus défavorisés sont employés) est créé en même temps que les profits qui permettent à l'entreprise de survivre (les biens et services vendus). L'entreprise prend en charge les coûts liés à la formation des employés et ceux-ci bénéficient d'un soutien renforcé lorsqu'ils intègrent le marché du travail « traditionnel », laissant leur place à d'autres.

Une recherche commissionnée par le British Council explore le lien entre création d'emplois et entreprises sociales et démontre que les entreprises ont trouvé une multitude de moyens de faire coïncider revenus et impact social par l'emploi. Le rapport indique que 73% des entreprises sociales embauchent intentionnellement des employés provenant de communautés pauvres, contre 56% des entreprises à but lucratif. De plus, 35% des entreprises sociales disent avoir pour but d'aider les populations vulnérables, contre seulement 7% des entreprises à but lucratif.<sup>25</sup>

L'impact social par l'emploi est un exemple d'alignement entre mission sociale et génération de revenus. Dans d'autres cas, et notamment lorsque la mission sociale repose sur la provision de biens et services à des populations trop appauvries pour pouvoir en supporter les coûts, il devient plus difficile d'aligner mission et revenus. Certaines entreprises sociales ont recours à un modèle de subsides selon lequel les profits générés par des activités commerciales n'ayant elles-mêmes aucun impact social sont utilisés pour financer des activités à but social ou environnemental. Aux Fidji, certaines entreprises sociales se livrent à diverses activités commerciales pour financer des services

17 Selon FutureLearn, les CBOs sont des "organisations se concentrant sur un marché et des communautés locales. Les activités et revenus des organisations communautaires gérés par la communauté locale."

18 usually dependent upon members' contributions and an agreed-upon social purpose or cause to support

19 <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/26672/115052-WP-P152203-PUBLIC-AfricaSEcosystemMay.pdf>

20 Les coopératives sont des entreprises centrées sur les personnes qui sont détenues conjointement et contrôlées démocratiquement par leurs membres pour répondre à leurs aspirations socioéconomiques et à leurs besoins communs. En tant qu'entreprises fondées sur des valeurs et des principes, elles accordent la priorité à l'équité et à l'égalité en créant des entreprises durables qui génèrent des emplois et de la prospérité à long terme. Gérées par des producteurs, des utilisateurs ou des travailleurs, les coopératives sont gérées selon le principe « Un homme, une voix ». <https://www.ica.coop/fr>

21 <https://wacupp.wordpress.com/sierra-leone/>

22 <https://ukdiss.com/examples/social-enterprise-nigeria-growth.php>

23 <https://www.fairtrade.org.uk/wp-content/uploads/2020/06/Cocoa-Sustainable-Livelihoods-Landscape-Study.pdf>

24 <http://www.inworkproject.eu/toolbox/index.php/glossary-resources/glossary/work-integration-social-enterprise>

25 [https://www.britishcouncil.org/sites/default/files/social\\_enterprise\\_and\\_job\\_creation\\_in\\_sub-saharan\\_africa\\_final\\_singlepages.pdf](https://www.britishcouncil.org/sites/default/files/social_enterprise_and_job_creation_in_sub-saharan_africa_final_singlepages.pdf)

d'utilité publique.<sup>26</sup> Un autre exemple est l'entreprise Tebita, en Éthiopie, qui fournit des services médicaux d'urgence à ceux dans le besoin en utilisant les revenus provenant de soins procurés à des clients plus aisés.

Lorsque la communauté cible (celle qui doit bénéficier de l'impact social) ne peut payer pour les biens et services fournis par les entreprises sociales et inclusives, ou lorsque ces dernières ne peuvent pas générer assez de revenus pour subventionner leurs activités sociales, les entreprises des pays de l'ACP adoptent un modèle de revenus selon lequel des donations ou subventions viennent compléter les revenus commerciaux. La Banque Mondiale remarque, au sujet des entreprises sociales dans les pays d'Afrique du Sud et de l'Est, que les modèles commerciaux ciblent les tranches les plus aisées de la population, alors que des modèles de revenus hybrides sont nécessaires pour fournir des services ou biens aux sections les plus pauvres.<sup>27</sup>

Parce qu'elles travaillent avec ou pour des communautés défavorisées économiquement, les entreprises sociales ne génèrent souvent que des profits limités. De ce fait, il est difficile pour les entreprises sociales de prendre des prêts aux taux d'intérêt du marché. Même lorsque les entreprises sociales financent leurs activités de bienfaisance avec des revenus commerciaux, générant ainsi plus de profits, les investisseurs peuvent être dissuadés par la complexité de l'arrangement. Le fait que beaucoup d'entreprises sociales sont dépendantes d'un mélange de donations et subventions peut, dans certains cas, priver ces entreprises de la possibilité de prendre un prêt, dans la mesure où les donateurs refusent de prendre le risque que leur argent soit utilisé pour rembourser un prêt. Les entreprises sociales peuvent avoir accès à des taux préférentiels à travers la finance sociale. Mais pour obtenir ces fonds, elles doivent être apte à mesurer leur impact social ou environnemental – en plus de leur performance commerciale. Le manque de moyen et de savoir-faire dans ce domaine peut être prohibitif pour certaines entreprises.



### 3. Taille, maturité et croissance

La taille, la maturité et la croissance sont des facteurs qui peuvent affecter la capacité d'une entreprise à lever des fonds sous la forme d'investissements ou de prêts. Ceci est aussi vrai pour les entreprises à but lucratif, mais certaines caractéristiques propres aux entreprises sociales peuvent rendre le procédé plus compliqué.

Selon la Banque Mondiale, les petites et moyennes entreprises (PME) (employant moins de 300 personnes) représentent 90% des entreprises et 50% des emplois au niveau international.<sup>28</sup> La plupart des entreprises sociales et inclusives dans les pays de l'ACP sont des petites et moyennes entreprises. En Jamaïque, par exemple, 67.5% des entreprises sociales n'avaient aucun employé permanent et 26.7 n'en avaient qu'entre 1 et 10 en 2017.<sup>29</sup> Des données similaires ne sont pas disponibles pour tous les pays de la région et les estimations sont souvent inconsistantes. Néanmoins, toutes les estimations s'accordent pour dire que les entreprises sociales sont souvent de petite taille et comptent entre 2 et 21 employés en moyenne.<sup>30 31</sup> Si l'on regarde le chiffre d'affaire comme indicateur de taille, les données existantes confirment cette conclusion : les entreprises sociales dans les pays de l'ACP sont souvent de petite taille. Au Soudan, 42% des entreprises sociales ont un chiffre d'affaire annuel de moins de 50,000 livres soudanaises (US\$900) et 85% de moins de 500,000 (US\$9,000).<sup>32</sup> En Jamaïque, seulement 4% des entreprises sociales enregistrent un chiffre d'affaire de plus de 50,000 USD.<sup>33</sup> Les entreprises inclusives diffèrent des entreprises sociales, dans la mesure où elles sont principalement de taille moyenne ou large.

Un rapport de 2016 du British Council montre que 75% des entreprises sociales en Éthiopie et 65% au Kenya ont été établies dans les cinq dernières années, durant lesquelles l'économie sociale de ces pays s'est développée considérablement.<sup>34 35</sup> Un rapport d'Appui au Développement Autonomie a trouvé que l'âge moyen des petites entreprises était de 7 ans en Éthiopie et 14 ans au Kenya.<sup>36</sup> En Jamaïque, 62% des entreprises sociales ont été fondées après 2011 et 86% après 2001. Les coopératives dans le secteur agricole ont souvent été établies depuis bien plus longtemps.

La taille d'une entreprise est un facteur important lorsqu'il s'agit de lever des fonds, puisque des prêts de petite somme pour des petites entreprises sont relativement rares. Social Enterprises Ghana indique que ses membres ont souvent besoin de prêts de moins de \$50,000, mais se les voient refuser par des institutions financières ou investisseurs pour qui les coûts administratifs sont trop élevés par rapport à la valeur du prêt. La maturité de l'organisation est aussi un facteur important, puisque les investisseurs exigent le plus souvent de voir un bilan et peuvent parfois demander une garantie pour réduire les risques liés au prêt, ce qui peut se révéler problématique pour des entreprises qui n'ont pas encore eu le temps d'accumuler des actifs.

La plupart des entreprises sociales dans les pays de l'ACP sont petites et récemment établies, et possèdent donc peu d'actifs.

26 <https://www.emerald.com/insight/content/doi/10.1108/SAMPJ-08-2017-0081/full/html>

27 <https://elibrary.worldbank.org/doi/abs/10.1596/26672>

28 <https://www.worldbank.org/en/topic/sme/finance>

29 [https://www.britishcouncil.org/sites/default/files/bc\\_social\\_enterprise\\_jamaica\\_web.pdf](https://www.britishcouncil.org/sites/default/files/bc_social_enterprise_jamaica_web.pdf)

30 [https://www.britishcouncil.org/sites/default/files/social\\_enterprise\\_and\\_job\\_creation\\_in\\_sub-saharan\\_africa\\_final\\_singlepages.pdf](https://www.britishcouncil.org/sites/default/files/social_enterprise_and_job_creation_in_sub-saharan_africa_final_singlepages.pdf)

31 <https://www.siemens-stiftung.org/wp-content/uploads/2020/10/studie-socialenterprisesasjobcreatorsinafrica-part1-siemensstiftung.pdf>

32 [https://www.britishcouncil.org/sites/default/files/state\\_of\\_social\\_enterprise\\_in\\_sudan.pdf](https://www.britishcouncil.org/sites/default/files/state_of_social_enterprise_in_sudan.pdf)

33 [https://caribbean.britishcouncil.org/sites/default/files/bc\\_social\\_enterprise\\_jamaica\\_web.pdf](https://caribbean.britishcouncil.org/sites/default/files/bc_social_enterprise_jamaica_web.pdf)

34 [https://www.britishcouncil.org/sites/default/files/state\\_of\\_social\\_enterprise\\_in\\_ethiopia\\_british\\_council\\_final.pdf](https://www.britishcouncil.org/sites/default/files/state_of_social_enterprise_in_ethiopia_british_council_final.pdf)

35 [https://www.britishcouncil.org/sites/default/files/state\\_of\\_social\\_enterprise\\_in\\_kenya\\_british\\_council\\_final.pdf](https://www.britishcouncil.org/sites/default/files/state_of_social_enterprise_in_kenya_british_council_final.pdf)

36 [https://cdn.ymaws.com/www.andeglobal.org/resource/resmgr/research\\_library/study-sgbs\\_ada.pdf](https://cdn.ymaws.com/www.andeglobal.org/resource/resmgr/research_library/study-sgbs_ada.pdf)



Cette difficulté est aussi connue des entreprises à but lucratif. Ce qui différencie les entreprises sociales des entreprises traditionnelles, c'est leur croissance. Un rapport sur le secteur social au Royaume-Uni résume la situation ainsi:

"Travailler sur une nouvelle idée ou essayer d'agrandir un business existant est difficile dans tous les cas, mais quand il s'agit de faire coïncider profit et durabilité, naviguer les mondes du commerce et de la philanthropie, et générer des revenus dans de nouveaux marchés tout en testant de nouveaux modèles, ça devient presque impossible."<sup>37</sup>

Il est donc clair que, pour les entreprises sociales, atteindre un certain niveau de viabilité commerciale peut prendre un certain temps. La tâche est encore plus compliquée lorsqu'elles ne reçoivent pas de soutien approprié. A cela s'ajoute parfois un manque de compétence managériale et technique au sein des entreprises sociales, étant donné la jeunesse de ces organisations, ce qui les empêche de se développer rapidement.<sup>38</sup> En résumé, les entreprises sociales ont besoin de plus de temps pour réaliser leur potentiel et transformer les investissements reçus en profits ou rembourser leurs emprunts.<sup>39 40</sup>



#### 4. Impact et communautés cibles

Dans certains cas, les entreprises sociales peuvent rencontrer des difficultés supplémentaires du fait de l'impact qu'elles cherchent à avoir ou des communautés qu'elles veulent aider. Souvent, les priorités des entreprises sociales et inclusives reflètent les problèmes de leurs régions ou communautés. En Jamaïque, par exemple, 82% des entreprises sociales ont pour groupe cible les victimes de violence conjugales. En Éthiopie, au Kenya et au Ghana, les jeunes, les femmes et la communauté locale sont les groupes cibles les plus fréquents.

Dans une certaine mesure, les obstacles rencontrés dans l'accès au financement proviennent de la difficulté de générer un profit tout en travaillant avec des populations défavorisées (comme nous l'avons démontré dans la section 2). Mais les normes sociales peuvent aussi jouer un rôle important. Les entreprises sociales sont souvent amenées, de par leur nature, à travailler avec des populations stigmatisées et marginalisées, ce qui peut avoir une influence négative sur les décisions des investisseurs. Les entrepreneurs interviewés par les auteurs de ce rapport ont signalé un manque de compréhension des besoins des communautés servies par les investisseurs, qui sont parfois trop gênés pour aborder le sujet.

37 [https://shiftdesign.org/content/uploads/2020/05/Beyond-Demand-Report\\_Shift\\_EsmeeFairbairn.pdf](https://shiftdesign.org/content/uploads/2020/05/Beyond-Demand-Report_Shift_EsmeeFairbairn.pdf)

38 [https://www.britishcouncil.org/sites/default/files/state\\_of\\_social\\_enterprise\\_in\\_kenya\\_british\\_council\\_final.pdf](https://www.britishcouncil.org/sites/default/files/state_of_social_enterprise_in_kenya_british_council_final.pdf)

39 <https://beanbagsandbullsh1t.wordpress.com/2018/12/>

40 <https://www.oecd.org/cfe/leed/Policy-brief-Scaling-up-social-enterprises-EN.pdf>

41 <https://core.ac.uk/download/pdf/213921664.pdf>

42 <https://register.gotowebinar.com/recording/942818436985769739>

43 [https://www.britishcouncil.org/sites/default/files/state\\_of\\_social\\_enterprise\\_in\\_kenya\\_british\\_council\\_final.pdf](https://www.britishcouncil.org/sites/default/files/state_of_social_enterprise_in_kenya_british_council_final.pdf)

44 <https://www.britishcouncil.org.gh/sites/default/files/social-enterprise-bc-report-ch3-ghana-digital.pdf>

45 [https://www.britishcouncil.org/sites/default/files/social\\_enterprise\\_and\\_job\\_creation\\_in\\_sub-saharan\\_africa\\_final\\_singlepages.pdf](https://www.britishcouncil.org/sites/default/files/social_enterprise_and_job_creation_in_sub-saharan_africa_final_singlepages.pdf)

46 <https://www.forbes.com/sites/meghanmccormick/2020/12/30/all-female-founding-teams-in-africa-secure-4-of-1m-deals-in-2019/?sh=5b77be543b58>

47 [https://www.britishcouncil.org/sites/default/files/social\\_enterprise\\_and\\_womens\\_empowerment\\_july.pdf](https://www.britishcouncil.org/sites/default/files/social_enterprise_and_womens_empowerment_july.pdf)

Parce qu'elles fournissent des biens et services aux communautés rurales, certaines entreprises sociales et inclusives sont situées loin des zones urbaines, ce qui peut compliquer l'accès au financement.<sup>41</sup> Lors d'un événement digital organisé par la Facilité ICR sur les entreprises sociales<sup>42</sup>, quelques participants ont en effet mis l'accent sur le fait que les investisseurs et organisations offrant soutien et compétence à l'économie sociale étaient souvent basés dans les centres urbains. Certaines organisations nationales dont le but est de faciliter le développement de l'économie sociale font des efforts considérables pour inclure les entreprises en zones rurales dans leurs programmes, comme par exemples Social Enterprise Ghana et Social Enterprise Academy Zambia.



#### 5. Leadership

Le profil des fondateurs et des directeurs d'une entreprise est aussi un élément qui impacte les besoins des entreprises sociales et inclusives. Plus de la moitié des directeurs d'entreprises sociales ont plus de 35 ans.<sup>43</sup> Selon des faits anecdotiques observés par des représentants du British Council lors d'une recherche au Nigéria, les entrepreneurs de plus de 30 ans et avec une certaine expérience ont plus de chance de succès auprès des investisseurs. Les jeunes entrepreneurs sociaux ont donc besoin de soutien additionnel pour pouvoir être considérés comme prêts à recevoir des investissements.

Dans un certain nombre de pays africains, comme au Ghana, en Éthiopie, au Kenya et au Soudan, les entrepreneurs sociaux sont plus souvent des femmes que dans les entreprises à but lucratif. Au Ghana,<sup>44</sup> 40% des entrepreneurs sociaux sont des femmes - trois fois plus que la proportion de femmes dans des postes de direction dans les entreprises à but lucratif. En Afrique sub-saharienne, 41% des entreprises sociales comptent une femme dans l'équipe de direction, contre seulement 27% des entreprises à but lucratif.<sup>45</sup>

Les femmes, comme dans d'autres aspects de l'activité commerciale, font face à des difficultés particulières lorsqu'il s'agit de lever des fonds. En 2019, les équipes de direction composées uniquement de femmes ont obtenu seulement 4% du capital de risque valant plus de 1 million de USD En Afrique Sub-Saharienne.<sup>46</sup> Une étude du British Council conduite en 2017 montre que les femmes entrepreneurs rencontrent plus de difficultés dans un certain nombre de domaines, dont l'accès au financement.<sup>47</sup> Le Global Accelerator a aussi mis en lumière le

manque d'investissement dans les entreprises dirigées par des femmes lors de leur entrée et sortie des accélérateurs.<sup>48</sup>

En plus de la santé de l'entreprise, les investisseurs évaluent les entrepreneurs sur la base de différents critères, comme l'âge, le genre et l'éducation.<sup>49 50</sup> Parfois, les préjugés des investisseurs affectent le processus de décision, ce qui peut donner lieu à des opportunités manquées. Ceci est particulièrement important pour les entreprises sociales, qui sont souvent dirigées par des femmes ou des directeurs issus de groupes défavorisés. Malgré le fait que ces entrepreneurs sont bien placés pour travailler avec des populations marginalisées, ils peuvent être désavantagés dans leur effort pour lever des fonds.

## Les barrières à l'accès au financement

Les entreprises sociales et inclusives font face à un grand nombre d'obstacles, et en particulier lorsqu'il s'agit de lever des fonds. Dans ce rapport, nous avons identifié trois types de barrières:

- Les obstacles partagés avec les entreprises à but lucratif et qui sont liés à la taille de l'entreprises et le climat économique général, comme l'instabilité des marchés, les taux d'intérêt élevés et la fragilité des gouvernements.
- Les barrières qui sont plus fréquentes ou sévères pour les entreprises sociales que pour les entreprises à but lucratifs, à cause de caractéristiques prévalentes dans les entreprises sociales et inclusives (p.ex la proportion de femmes entrepreneurs<sup>51 52</sup>).
- Les obstacles qui ne s'appliquent qu'aux entreprises sociales et inclusives et qui sont souvent liés à leur mission sociale.

Ce rapport se concentre surtout sur les deux dernières catégories et tentent de démontrer le besoin pour des mesures politiques et d'innovations au sein des organisations financières afin de mieux répondre aux besoins des entreprises sociales et inclusives.

La table ci-dessous est un résumé des cinq types de différences au sein des entreprises sociales et inclusives et des difficultés associées à chaque dimension.

48 <https://www.galidata.org/publications/accelerating-women-led-startups/>

49 Businesses with proper accounting and governance structures in place, legal expertise, better networks etc. will invariably be seen as less risky. Moreover, disinheritance laws in some countries mean women often lack asset ownership needed for accessing finance.

50 <https://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1111/etap.12275>

51 Refer to <https://www.fmo.nl/news-detail/0d0c3e73-c2e1-4a0a-a8fd-6ee7175d417a/access-to-finance-for-female-entrepreneurs-speak-louder-push-harder>.

52 [https://www.britishcouncil.org/sites/default/files/social\\_enterprise\\_and\\_womens\\_empowerment\\_july.pdf](https://www.britishcouncil.org/sites/default/files/social_enterprise_and_womens_empowerment_july.pdf)

## Spécifique aux entreprises sociales et inclusives



### Formes juridiques

#### Manifestations

Les formes juridiques disponibles ne sont pas adaptées aux besoins des entreprises combinant impact social et profits. Les formes juridiques existantes (CBO, coopératives, etc) ont des avantages et des inconvénients.

#### Implications pour l'accès au financement

Les entreprises enregistrées en tant qu'organisations non-gouvernementales sont souvent dans l'incapacité de prendre des prêts. Des entreprises privées ne peuvent avoir accès aux subsides et donations qui sont souvent utilisés par les entreprises sociales. L'obligation de redistribuer le profit aux membres (dans le cas des coopératives) peut dissuader les investisseurs.



### Alignement entre modèle de revenus et mission sociale

Parce qu'elles viennent en aide à des groupes défavorisés, les entreprises sociales ont souvent du mal à aligner leur mission et la génération de profits. Pour rester viables commercialement, les entreprises vont donc financer leurs activités sociales avec d'autres activités commerciales ou accepter des donations.

Les donateurs sont souvent réticents à voir leurs dons utilisés (ou du moins c'est ainsi qu'ils pourraient le percevoir) pour financer un prêt. Le subventionnement d'une activité par une autre au sein de l'entreprise peut paraître trop complexe pour les investisseurs.

## Plus sévère ou fréquente



### Taille, maturité et croissance

#### Manifestations

Les entreprises sociales sont souvent plus jeunes que d'autres entreprises, mais c'est leur croissance qui les différencie des autres entreprises et peut poser des difficultés lors de la recherche de financement. Il leur faut souvent beaucoup plus de temps pour devenir commercialement viables et profitable pour les investisseurs. Ceci ne s'applique pas nécessairement aux entreprises inclusives, qui ont plus de facilité au niveau de leur croissance.

#### Implications pour l'accès au financement

Le manque d'actifs qui affecte souvent les jeunes entreprises – et qui est souvent dissuasif pour les investisseurs – fait que ces entreprises sont souvent dépendantes de leurs réseaux personnels et de donations. Leur trajectoire de croissance, relativement lente, nécessite un capital patient (5 ans et plus) et avec des taux d'intérêt bas, ce qui n'est souvent pas disponible. Les entreprises inclusives sont souvent plus larges et ne font donc pas face aux mêmes difficultés.



### Communautés cibles

Les entreprises sociales et inclusives ont tendance à offrir des services et biens à des populations défavorisées dans les zones rurales.

Le fait que certaines entreprises se concentrent sur des groupes stigmatisés peut rendre l'accès au financement difficile.

Trouver des investisseurs demande un réseau considérable, et ceux-ci sont souvent basés dans les centres urbains, ce qui n'est pas le cas de beaucoup d'entreprises sociales et inclusives.

Pour les entreprises inclusives, fournir des biens et services à des populations défavorisées présentent un certain nombre de difficultés dans la maîtrise des coûts.



### Leadership / direction

La proportion d'entreprises sociales et inclusives dirigées par des femmes ou d'autres groupes victimes de discriminations sociales est plus grande que pour les entreprises à but lucratif. Ceci a un impact négatif sur l'accès au financement.

Les entrepreneurs sociaux ont plus de risque de faire face à des discriminations, ce qui pose problème lorsqu'ils cherchent à obtenir des investissements.

L'accès au financement est l'un des principaux problèmes auquel les entreprises sociales et inclusives sont confrontées.<sup>53</sup> Les besoins financiers de ces entreprises ne sont pas reconnus et satisfaits.

Actuellement, la plupart des entreprises sociales comptent encore sur des donations comme source de capital externe, au lieu de recevoir du capital risque avec le potentiel de les aider à s'agrandir et établir leur viabilité commerciale. Cette situation est encore plus prononcée en Jamaïque.<sup>54</sup> En Éthiopie, la majorité des entreprises sociales (54%) indiquent que difficulté d'obtenir du capital risque est le plus grand obstacle à leur croissance. Au Ghana, moins de 10% d'entre elles ont accès à des prêts ou émettent des actions.<sup>55</sup>

## Recommandations

Le rôle des entreprises sociales et inclusives dans le développement durable a été démontré à de multiples occasions. Des rapports récents du British Council et Siemens Stiftung, par exemple, ont exploré la relation positive entre entreprises sociales et création d'emploi. Selon le British Council, 28-41 millions d'emplois ont été créés par des entreprises sociales à travers l'Afrique subsaharienne.<sup>56</sup> L'étude de Siemens Stiftung suggère "que les entreprises sociales pourraient créer plus d'un million d'emplois additionnels jusqu'à 2020 dans les douze pays en question".<sup>57</sup> Un autre rapport du British Council a aussi mis en lumière le fait que les entreprises sociales créent plus d'emplois pour les femmes que les autres secteurs de l'économie.<sup>58</sup>

L'existence d'un environnement favorable peut avoir un impact important sur la capacité des entreprises sociales et inclusives à se développer. Un tel environnement est composé de divers éléments. Le Global Social Enterprise portfolio du British Council se concentrent sur six d'entre eux : cadre politique, éducation, capacité, accès au financement, données et recherche, et consommateurs. De manière similaire, l'UNDP, dans le cadre de son Business Ecosystem Initiative (IBEI), identifie quatre « supports » essentiels pour les entreprises : information, investissement financier, règles favorables, avantages, et aide opérationnelle.<sup>59</sup> L'accès au financement figure toujours sur la liste des éléments clés pour le développement des entreprises.

Comme nous l'avons expliqué plus haut, les entreprises sociales et inclusives peuvent prendre des formes variées et ont donc des

besoins différents. Pour créer un environnement favorable au développement de toutes les entreprises sociales et inclusives, il est nécessaire de prendre cette grande variété de besoins en considération.

**Nous souhaitons présenter une série de recommandations<sup>60</sup> pour les pays de l'ACP et les gouvernements qui soutiennent ces pays. Ces recommandations ont pour but de rendre l'accès au financement plus facile pour une grande variété d'entreprises sociales et inclusives.** Mais nous devons tout d'abord mentionner quelques limitations. Premièrement, les recommandations présentées ci-dessous n'abordent pas le sujet du développement dans le domaine des investissements – ce qui sera le sujet d'un prochain rapport. Deuxièmement, certaines des interventions recommandées ont un impact plus large que l'accès au financement.

Ces recommandations ont été formulées avec l'aide du Global Steering Group for Impact Investment's Policymaker's Toolkit<sup>61</sup> Selon ce guide, le gouvernement a trois rôles au sein du marché de l'économie sociale : facilitateur, participant et régulateur. Les Guidelines for the Promotion of Inclusive Business in ASEAN (guide pour la promotion des entreprises inclusives), soutenu par iBAN, ont également été une source d'inspiration et décrivant 12 mesures politiques<sup>62</sup> pour la promotion des entreprises sociales, ont également été une source d'inspiration.<sup>63</sup>

### Recommandations et comment la Facilité ICR peut vous aider

Le ICRapport émet quatre recommandations destinées aux décideurs politiques:

- étendre le corpus de données et d'études au sujet des entreprises sociales et inclusives
- offrir des reconnaissances formelles et des avantages
- soutenir le développement des compétences
- inclure les entreprises sociales dans les marchés publics

Si vous êtes un décideur politique dans un pays de l'ACP country et vous souhaitez recevoir le soutien de la Facilité ICR, merci de visiter <https://www.icr-facility.eu/>

53 E.g. voir the British Council's *State of Social Enterprise* <https://www.britishcouncil.org/society/social-enterprise/reports/state-social-enterprise>

54 [https://www.britishcouncil.org/sites/default/files/bc\\_social\\_enterprise\\_jamaica\\_web.pdf](https://www.britishcouncil.org/sites/default/files/bc_social_enterprise_jamaica_web.pdf)

55 <https://www.britishcouncil.org.gh/sites/default/files/social-enterprise-bc-report-ch3-ghana-digital.pdf>

56 [https://www.britishcouncil.org/sites/default/files/social\\_enterprise\\_and\\_job\\_creation\\_in\\_sub-saharan\\_africa\\_final\\_singlepages.pdf](https://www.britishcouncil.org/sites/default/files/social_enterprise_and_job_creation_in_sub-saharan_africa_final_singlepages.pdf)

57 <https://www.siemens-stiftung.org/wp-content/uploads/2020/10/studie-socialenterprisesasjobcreatorsinafrica-part1-siemensstiftung.pdf>

58 <https://www.britishcouncil.org/society/social-enterprise/reports/activist-entrepreneur-womens-empowerment>

59 <https://www.africa.undp.org/content/rba/en/home/about-us/AFIM/overview/IBEI.html>

60 Un futur rapport se penchera sur les recommandations pour investisseurs

61 <https://gsgii.org/wp-content/uploads/2018/10/GSG-Paper-2018-Policy.pdf>

62 Les mesures recommandées sont: un environnement des affaires favorable pour les entreprises inclusives; institutionnaliser la promotion des entreprises inclusives; accréditation and enregistrement; sensibilisation; coaching entreprise inclusive; avantages pour les investissements dans des entreprises inclusives; réduire les risques; promouvoir les entreprises inclusives sur les marchés publics; programme de développement et secteur privé; stratégies de développement alignée sur les stratégie pour PME; faire le lien entre entreprises inclusives et la responsabilité sociales; mesurer l'impact.

63 <https://asean.org/storage/2020/09/ASEAN-IB-Promotion-Guidelines-Endorsed-at-the-52nd-AEM.pdf>

Quelques exemples de soutien offert par la Facilité ICR :

- soutenir des études au sujet des entreprises sociales et inclusives
- soutenir le dialogue politique et la formation
- discussions entre pairs
- soutien dans le développement de mesures politiques
- conseils au sujet d'accréditation
- soutien dans le développement des compétences des organisations intermédiaires
- soutien dans le développement des relations entreprises-investisseurs
- soutien dans l'intégration de valeurs sociales dans les marchés publics
- développement des compétences en dialogue public-privé

### 1) Recommandation 1 – étendre le corpus de données et d'études

Afin de mieux comprendre comment répondre aux besoins des entreprises sociales, il est nécessaire de mieux comprendre les obstacles qu'elles rencontrent, dans quel contexte ils apparaissent et comment ils affectent l'accès au financement. Les décisions du gouvernement doivent être basées sur une connaissance approfondie de la contribution des entreprises sociales et inclusives et de leur potentiel. Pour pouvoir aider les entreprises sociales et inclusives, nous devons pouvoir répondre aux questions suivantes, et à bien d'autres : Quels sont les secteurs qui comptent le plus d'entreprises sociales ? Quel est leur impact ? Quelles formes juridiques prennent-elles ? Est-ce approprié ? Comment est-ce que le gouvernement peut les aider à se développer ?

### 2) Recommandation 2 – offrir une reconnaissance formelle et des avantages

Comme nous l'avons expliqué dans ce rapport, trouver une forme juridique appropriée est un défi pour les entreprises sociales et inclusives. Il est donc nécessaire d'introduire une forme juridique qui offre aux entreprises combinant impact social et profits plus de flexibilité, de manière à ce qu'elles puissent conduire leurs activités commerciales, accéder à différentes formes de financement, mais aussi recevoir des donations et jouir des privilèges accordés aux organisations non-gouvernementales.<sup>64</sup> Ces nouveaux statuts ne devraient pas inclure des obligations similaires à celles des coopératives, et le processus d'enregistrement devrait rester simple. Ils doivent répondre aux besoins variés des entreprises sociales et inclusives – petites ou grandes.

Tous les avantages que les pouvoirs sociaux peuvent offrir aux entreprises sociales et qui sont susceptibles d'améliorer leur viabilité ont le potentiel de faciliter l'accès au financement. Par exemple, en plus de formes juridiques appropriées, les

entreprises sociales et inclusives pourraient grandement bénéficier d'avantages fiscaux. Les avantages fiscaux dont jouissent les coopératives dans de nombreux pays d'Afrique montrent que ce type de mesures sont possibles.<sup>65</sup>

Avant la mise en place de nouvelles formes juridiques, certains aspects des catégories existantes peuvent être modifiés pour mieux répondre aux besoins des entreprises sociales et inclusives. En l'absence de forme juridique appropriée, un système de certification sera à même de rassurer les investisseurs. Celui-ci devrait être géré par la communauté d'entreprises sociales et inclusives du pays, et non par le gouvernement.

### 3) Recommandation 3 – soutenir le développement des compétences

Le gouvernement peut jouer un rôle clé dans le développement des entreprises, et notamment en termes de compétences, en aidant les entrepreneurs à développer leurs capacités. Ce soutien peut prendre la forme de programmes de formation au sein des universités, des écoles ou des « impact hubs » et autres incubateurs.

Beaucoup de programmes de formation pour entrepreneurs sociaux incluent un module sur l'accès au financement. Par exemple, en Tanzanie, le 2020 Investment Readiness Accelerator For Social Enterprises offre l'opportunité de revisiter son « pitch » avec l'aide d'un professionnel, propose des discussions avec des investisseurs, et donne accès à du capital approprié. A la fin du programme, les participants votent pour élire l'entreprise qui recevra un investissement de la part du Anza Growth Fund<sup>66</sup>, ce qui les encourage à prendre la place des investisseurs.

Les contacts avec des investisseurs est un élément essentiel pour permettre aux entrepreneurs de présenter leurs projets, mais aussi pour garantir l'alignement du programme avec les attentes des investisseurs. Pacific RISE est une organisation financée par le gouvernement australien (Department of Foreign Affairs and Trade), qui opère dans 14 pays du Pacifique et qui agit en tant qu'intermédiaire entre investisseurs et entrepreneurs.<sup>67 68</sup> L'organisation a développé une suite de critères afin d'identifier des investisseurs correspondant aux besoins des entreprises.

64 E.g. see <https://www.gov.uk/government/publications/legal-forms-for-social-enterprise-a-guide>

65 [https://www.unescap.org/sites/default/files/Inclusive%20Business%20in%20ASEAN%20-%20Progress%20Report\\_ESCAP\\_iBAN\\_ASEAN.pdf](https://www.unescap.org/sites/default/files/Inclusive%20Business%20in%20ASEAN%20-%20Progress%20Report_ESCAP_iBAN_ASEAN.pdf)

66 <https://anzaentrepreneurs.co.tz/investment-readiness/>

67 <https://www.pacificrise.org/>

68 <https://www.pacificrise.org/wp-content/uploads/2020/05/3-Our-first-six-months.pdf>

Il est essentiel que les gouvernements s'assurent de la qualité des programmes de formation (la qualité des incubateurs et accélérateurs est très variable dans les pays de l'ACP) et de leur pertinence pour différents types d'entreprises. L'accès à ces programmes devraient aussi être assuré pour les groupes défavorisés, par exemple en zone rurale.

#### 4) Recommandation 4 – devenir client

Lorsqu'ils évaluent des entreprises sociales, les investisseurs sont particulièrement attentifs à la viabilité commerciale de ces dernières sur le long terme. Le type de clients que compte l'entreprise est extrêmement important à cet égard, et le gouvernement comme client est donc un avantage évident.

Travailler avec des entreprises sociales et inclusives est également avantageux pour les pouvoirs publics, sachant qu'elles soutiennent des buts sociaux tel que la création d'emplois pour les groupes marginalisés.

En intégrant l'utilité sociale comme critère dans les décisions prises dans les marchés publics, les gouvernements peuvent ainsi faciliter l'accès au financement pour les entreprises sociales et améliorer les conditions de vie et de travail de certaines populations.

Considérer l'utilité publique, en même que d'autres critères comme le prix et la qualité, permet de donner un avantage aux entreprises sociales et inclusives, tout en encourageant les autres entreprises à se pencher sur leur impact social et environnemental. Pour promouvoir cette approche, l'UE a fondé le projet Buy Social, qui a pour but de sensibiliser les pouvoirs publics au sujet des marchés publics sociaux et les achats publics socialement responsables.<sup>69</sup>

Dans les pays de l'ACP, le Jobs Fund, en Afrique du Sud<sup>70</sup> est un bon exemple de collaboration entre entreprises inclusives et gouvernement. L'initiative a été lancée en juin 2011 par le Ministère des finances pour utiliser l'équivalent de 1.2 milliard USD pour co-financer des projets de création d'emplois mis en place par les secteurs privés et publics. L'Afrique du Sud a aussi utilisé les marchés publics pour soutenir les entreprises de la communauté noire qui était auparavant désavantagées au sein des pouvoirs publics à travers le Broad-based Black Economic Empowerment Act<sup>71</sup>. Au Kenya, le gouvernement propose aux entreprises sociales de devenir partenaires sur certains projets, comme le Digital Learning Program ou le 58 E Health Hub.<sup>72</sup>

Les entreprises sociales et inclusives varient considérablement en taille, maturité, formes juridiques et communautés cibles et leurs besoins se distinguent de ceux des entreprises à but lucratif. Malgré cette complexité, les pouvoirs publics peuvent prendre des mesures pour soutenir le développement des entreprises sociales et inclusives.

Dans les pays de l'ACP, l'accès au financement est un obstacle clair qui diminue la capacité de développement de ces entreprises. Les difficultés dans ce domaine peuvent apparaître pour différentes raisons.

Le rapport fournit un certain nombre d'exemples pour illustrer comment les gouvernements et autres acteurs peuvent aider les entreprises sociales et inclusives dans leur recherche de financement. Quatre recommandations destinées aux gouvernements des régions de l'ACP sont présentées et ont pour but de permettre aux entreprises sociales et inclusives d'accroître leur contribution au développement durable.

Le prochain ICRapport se penchera sur la question suivante: comment les investisseurs et autres bailleurs de fonds peuvent aider les entreprises sociales et inclusives ?

Le rapport se conclura sur des recommandations et sur la capacité de l'ICR à soutenir leur mise en place<sup>73</sup>.

## Conclusions

69 It may for example depend on a reliable system of accreditation for social enterprise and inclusive businesses

70 <http://www.jobsfund.org.za/>

71 <https://www.gov.za/documents/broad-based-black-economic-empowerment-act#:~:text=The%20Broad%2Dbased%20Black%20Economic,Economic%20Empowerment%20Advisory%20Council%3B%20and>

72 [https://www.innovationpolicyplatform.org/www.innovationpolicyplatform.org/system/files/SE\\_Policy\\_Note\\_Jun20/index.pdf](https://www.innovationpolicyplatform.org/www.innovationpolicyplatform.org/system/files/SE_Policy_Note_Jun20/index.pdf)

73 Pour plus d'information: <https://www.icr-facility.eu/request-form>

Les auteurs de ce rapport: Bonnie Chiu, Daniel Gregory et Sarah-Jane Danchie, avec les contributions de Owen Dowsett, Paula Woodman, Marijke Geerts et Tristan Ace de British Council, Miguel Campo Llopis de l'UE et Markus Dietrich de GIZ.

Ce rapport fait partie d'une série de deux rapports sur le sujet des innovations financières pour les entreprises sociales et inclusives.

### **Rapport 1: La variété des entreprises sociales et solidaires dans les pays de l'ACP et leur accès au financement**

### **Rapport 2: Financer la variété: un défi pour les investisseurs**

Ce rapport a été produit à la suite de deux événements rassemblant des panélistes de Social Enterprise Academy en Zambie, B Lab East Africa, ANDE, Social Enterprise Ghana, i4Policy, BNP Paribas, micro-et social finance unit. Un des événements a été conduit en français et est disponible [ici](#).

Le second rapport sera disponible en mars sur le site [www.icr-facility.eu](http://www.icr-facility.eu)

### **D'autres rapports explorerons les thèmes suivants:**

- **Crowdfunding**
- **Prêts d'honneur**
- **Start Up Acts**

## **A propos de la Facilité ICR**

La Facilité ICR est co-financée par l'Union Européenne (UE), l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique sur le 11e Fonds Européen de Développement (FED), conjointement avec le Ministère allemand de la Coopération Economique et du Développement (BMZ) et le British Council. Elle est mise en œuvre par la GIZ, le British Council, Expertise France et SNV.

La Facilité ICR soutient les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) dans l'amélioration de leur environnement des affaires et de leur climat des investissements.

La Facilité ICR propose également un soutien technique ciblé pour renforcer les processus de PPD et leurs principales parties prenantes pour des politiques de développement plus efficaces et durables.

## **Imprint**

Cette publication a été produite grâce au soutien financier de l'Union Européenne, l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique sur le 11e Fonds Européen de Développement (FED), conjointement avec le Ministère allemand de la Coopération Economique et du Développement (BMZ) et le British Council. Les activités de la Facilité ICR sont mises en place par GIZ, le British Council, Expertise France et SNV. Le contenu présenté est la responsabilité du British Council et ne reflète pas nécessairement les opinions des autres partenaires.

La Facilité ICR soutient les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) dans l'amélioration de leur environnement des affaires et de leur climat des investissements.

### **Editeur:**

ICR Facility  
Rue de la Science 14b 1040 Brussels – Belgium  
[www.icr-facility.eu](http://www.icr-facility.eu)

### **Auteur:**

Auteur: British Council | Bonnie Chiu, Daniel Gregory, Sarah-Jane Danchie

### **Design/mise en page:**

Diamond media GmbH, Neunkirchen-Seelscheid | The Social Investment Consultancy, Kyrus Siu

### **Traductrice:**

The Social Investment Consultancy, Auréliane Fröhlich

### **Liens URL:**

La responsabilité du contenu des liens vers les sites externes est celle de leurs éditeurs respectifs. La Facilité ICR n'est pas responsable de ce contenu.

Bruxelles, Janvier, 2021.

Mise en place par





ICR Facility  
Rue de la Science 14b, 1040 Brussels – Belgium  
[www.icr-facility.eu](http://www.icr-facility.eu)